
L'agro-impérialisme au temps du Covid-19

Avec la pandémie de Covid-19, les industries agroalimentaires et de la viande ont décroché le jackpot. Alors que les profits de la pandémie restent au sommet, c'est une véritable catastrophe qui ruisselle vers le bas. Les conséquences sont dévastatrices. Une nouvelle vague d'ajustements structurels est en cours qui va se concentrer sur l'accroissement des investissements étrangers dans l'agro-industrie et des exportations de produits agricoles.

Nestlé, la plus grande entreprise alimentaire au monde, est connue pour ses scandales. Elle [a gagné le surnom](#) de « babykiller » (« tueur de bébés ») dans les années 1970 pour avoir été à l'origine de maladies et de décès chez les jeunes enfants de communautés défavorisées en promouvant l'allaitement au biberon avec ses préparations pour nourrissons et en déconseillant l'allaitement maternel. Ces dernières années, des [accusations similaires](#) ont été portées contre l'entreprise pour avoir contribué à une explosion des taux d'obésité et de diabète dans les communautés pauvres qu'elle a choisi de cibler pour leur vendre de la malbouffe ultra-transformée. Mais il y a un autre scandale, tout aussi sombre, qui se cache dans les documents comptables de l'entreprise.

Le 23 avril 2020, alors que le monde était aux prises avec la pandémie de Covid-19 et que la FAO alertait sur une crise alimentaire mondiale imminente, les actionnaires et les dirigeants de Nestlé [se sont octroyé](#) un dividende record de 8 milliards USD. En cette période de crise sanitaire et alimentaire mondiale, ce dividende vaut plus que l'ensemble du [budget annuel](#) du Programme alimentaire mondial des Nations Unies et il serait suffisant pour couvrir les dépenses annuelles moyennes de soins de santé pour plus de 100 millions de personnes en Afrique.

Le versement massif de dividendes de Nestlé pour 2020 était, en fait, un tout petit peu supérieur à celui de l'année précédente. Les paiements importants de ce type aux actionnaires et aux dirigeants constituent une pratique courante pour l'entreprise, comme pour toutes les grandes multinationales de l'alimentation et de l'agro-industrie, même en cas de catastrophe sanitaire mondiale. D'autres dividendes notables aux actionnaires ont été annoncés en avril de cette année : un versement de 2,8 milliards USD par la plus grande société de semences et de produits agrochimiques du monde, Bayer AG, un paiement de 600 millions USD par le plus grand producteur de volaille au monde, Tyson, et un paiement de 500 millions USD par la plus grande société de production porcine du monde, le groupe WH. Cargill, la plus grande entreprise agroalimentaire du monde, est en passe de dépasser le paiement record de 640 millions USD de l'an dernier, qu'il n'a versé qu'à un petit nombre de membres de la famille Cargill. L'expansion du commerce électronique, en particulier des produits alimentaires, pendant la crise du Covid-19 a augmenté la valeur nette du patrimoine de Jeff Bezos, le fondateur du géant du commerce électronique Amazon, de la somme sidérante de [24 milliards USD](#). C'est même une période faste pour les actionnaires de certains plus petits acteurs du secteur, comme la société de plantations de palmiers à huile et d'hévéas SOCFIN. Les deux familles françaises et belges qui détiennent l'essentiel de l'entreprise [ont reçu 20 millions d'euros](#) (environ 22,5 millions de dollars) de dividendes et de rémunérations des entreprises du groupe SOCFIN, alors que les communautés chez qui elles opèrent au Nigeria, au Ghana et au Cameroun n'ont pas accès une eau propre ou potable.

Toute cette avidité au sommet laisse la catastrophe ruisseler vers le bas, où ses conséquences sont terribles.

Une industrie puissante au milieu d'une « tempête parfaite »

Les travailleurs du système alimentaire des grandes entreprises, ceux qui meurent littéralement en première ligne pour maintenir le mode de vie des actionnaires et des dirigeants, ne s'en sortent pas aussi bien. Les chaînes d'approvisionnement des grandes entreprises alimentaires, qui ont toujours été des endroits dangereux pour les travailleurs, sont maintenant devenues des points chauds pour les infections et la transmission du Covid-19. Partout dans le monde, il y a eu des épidémies mortelles dans les usines de production de viande, les installations portuaires, les [entrepôts](#), les [conserveries de poisson](#), les [plantations de palmiers à huile](#), les [exploitations fruitières](#), les [supermarchés](#) et tous les autres points situés le long des chaînes dirigées par ces entreprises, à l'exception de leurs tours de bureaux, bien sûr.

Les grandes entreprises de production de viande ont peut-être été les pires criminels. Avec la pandémie de Covid-19 en pleine effervescence, ils ont [résolument accéléré](#) leurs chaînes de production pour augmenter les exportations vers la Chine, où les prix de la viande sont exceptionnellement élevés. Cette décision a été prise en sachant parfaitement que ces augmentations de la production rendaient la distanciation sociale impossible et exposaient leurs travailleurs et les communautés environnantes à un risque d'épidémies massives du virus. À la fin du mois de mai, les résultats dans les plus grands pays exportateurs de viande ont été terribles : des centaines de travailleurs migrants dans les usines de viande malades du Covid-19 en [Allemagne](#) et en [Espagne](#), des milliers de cas de travailleurs malades de Covid-19 dans l'industrie brésilienne de conditionnement de viande, et plus de [20 000 travailleurs infectés](#) par le Covid-19 dans des usines de conditionnement de viande aux États-Unis et au moins 70 morts. Pendant ce temps, des centaines de milliers d'animaux sont abattus, dans des [conditions atroces](#) parce que ces énormes installations ont dû arrêter la production et que les petits abattoirs qui auraient pu accueillir le bétail ont depuis longtemps été contraints de fermer leurs portes.

En Amérique latine, le nouvel épicode de la pandémie de Covid-19, le carnage a été particulièrement grave. L'économie mondiale étant au point mort, le secteur agroalimentaire de la région a continué de fonctionner en toute impunité, renforçant son impact et ses effets néfastes sur les communautés et les écosystèmes. Dans presque tous les pays de la région, les activités agro-industrielles ont été [exemptées de quarantaine](#), car elles sont considérées comme « essentielles », même si elles privilégient les exportations et non la fourniture de nourriture aux populations locales.

Par exemple, le gouvernement équatorien a [publié un décret d'état d'urgence](#) paralysant le pays, mais garantissant que « toutes les chaînes d'exportation, l'industrie agricole [l'industrie de] l'élevage [...] continueront de fonctionner ». En conséquence, les travailleurs des plantations de bananes et de palmiers, des usines de fruits de mer, des exploitations horticoles et bien d'autres, ont été contraints de continuer à travailler comme si le pays n'était pas en situation d'urgence sanitaire, s'exposant ainsi au risque de contracter le Covid-19.

De même, le gouvernement Bolsonaro au Brésil a [déclaré](#) que la production, le transport et la logistique générale des filières alimentaires d'exportation étaient des activités essentielles qui devaient continuer de fonctionner sans restrictions. Dans ce contexte, les exportations de viande, de soja et d'autres produits augmentent, tout comme le nombre de personnes exposées au Covid-19 tout au long des chaînes d'exportation. Dans l'État brésilien du Rio Grande do Sul, une plaque tournante de l'exportation de la viande, [plus d'un quart des nouveaux cas confirmés de coronavirus](#)

en mai concernaient des travailleurs d'usines de production de viande. Les procureurs du travail se battent maintenant pour [fermer les usines infectées](#) et forcer les entreprises à mettre en œuvre de simples mesures de base pour [protéger et prendre soin](#) de leurs travailleurs pendant la pandémie.

Les exportations de soja du Brésil, [en hausse de 38 %](#) par rapport à l'année dernière, sont un autre point chaud potentiel pour le Covid-19, en particulier dans les ports où les camions et les travailleurs circulent constamment. Lorsque les autorités locales de la ville portuaire de Canarana, dans le Mato Grosso, ont tenté de prendre des mesures en [adoptant un décret](#) pour suspendre l'exportation de soja et d'autres céréales en l'absence de conditions de santé et de sécurité appropriées, les géants de l'agroalimentaire Louis Dreyfus et Cargill sont intervenus et ont réussi à annuler le décret en quelques jours. Actuellement, en ce début du mois de juin, Canarana [connaît une recrudescence](#) des infections à Covid-19.

Toute cette frénésie d'exportations a un impact énorme sur le terrain. Selon *Deter*, le système de détection en temps réel de l'institut national brésilien de recherche spatiale, la déforestation de l'Amazonie au Brésil a augmenté de plus de 50 % au cours de ces trois premiers mois de 2020 – au plus fort de la pandémie de coronavirus – par rapport au premier trimestre de l'année précédente. Tirant profit de l'écran de fumée de la pandémie et du nombre réduit d'agents en mesure de mener des opérations d'inspection, [les secteurs de l'agro-industrie et de l'exploitation minière progressent dans les zones protégées et les territoires autochtones](#), aggravant ainsi la diffusion du Covid-19 dans les populations autochtones. De nombreux observateurs craignent un génocide à la suite de ces avancées irresponsables de l'agro-industrie et des activités minières pendant la pandémie.

Au milieu du confinement national en Argentine, les exportations de soja et les défrichements n'ont pas cessé non plus. Dans l'une des forêts les plus préservées de l'ensemble de l'écosystème du *Gran Chaco*, [une zone de 8 000 hectares est actuellement prospectée en vue d'un défrichement](#). En outre, sur la base d'une surveillance par imagerie satellite, Greenpeace a dénoncé le nettoyage de près de [10 000 hectares dans le nord du pays](#) depuis le début de la fermeture.

Ces profits éhontés des entreprises sont en train de créer une crise de légitimité pour le système alimentaire des multinationales. Bien que les mesures de confinement permettent difficilement de le mesurer, la [situation semble changer actuellement](#) : nous voyons des travailleurs de l'industrie alimentaire s'exprimer, s'organiser et obtenir plus de soutien et de solidarité des autres salariés ; nous constatons un intérêt croissant des consommateurs pour des aliments sains et locaux et pour le bien-être des producteurs et des agriculteurs ; et il y a eu un essor indéniable dans les efforts communautaires pour acheminer la nourriture là où elle est nécessaire grâce à la solidarité, à l'entraide, au bénévolat et aux coopératives. Il y a même eu quelques victoires au niveau politique, comme la [récente décision](#) du gouvernement allemand d'interdire la sous-traitance dans les usines de viande et une autre pour empêcher les entreprises bénéficiant d'aides publiques de [verser des dividendes](#).

Mais c'est une industrie puissante, qui dispose d'importantes quantités d'argent et de solides relations politiques, et il ne fait aucun doute qu'elle fera tout son possible pour utiliser ce moment de confusion et de confinement pour faire avancer ses intérêts. Nous avons déjà pu le constater avec le décret que le président américain Trump a émis à la demande de JBS, Tyson, Cargill et d'autres sociétés de production de viande pour maintenir en activité leurs usines contaminées par le Covid. Nous l'avons également vu au Brésil où le gouvernement Bolsonaro [a autorisé un nombre record de 96 nouveaux pesticides](#) au cours des premiers mois de 2020, soit plus que toutes les autorisations pour 2019. Ce même gouvernement a délibérément utilisé le prétexte de la pandémie pour essayer de [faire adopter](#) une loi qui permettrait de légaliser l'accaparement des terres et la déforestation sur

80 millions d'hectares dans les régions de l'Amazonie et du Cerrado. La pandémie a également été utilisée comme une opportunité pour [développer rapidement le commerce électronique dans la grande distribution alimentaire](#) et faire avancer les organismes génétiquement modifiés (OGM) en [Éthiopie](#) et en [Bolivie](#), où le gouvernement de facto a affirmé que les semences OGM devenaient une nécessité pour le pays en raison de l'urgence sanitaire du Covid-19.

L'agro-industrie, grand gagnant de la nouvelle vague d'ajustement structurel

Le pire est encore à venir. De nombreux gouvernements ont recours à des cabinets de conseil internationaux, comme [McKinsey](#), pour élaborer les plans de relance pour leurs économies. Ces firmes discrètes qui sont profondément liées aux [plus grandes sociétés du monde](#), notamment celles du secteur alimentaire et agroalimentaire, contribueront sans aucun doute à déterminer ceux qui émergeront comme les gagnants et les perdants des réponses à la pandémie – les travailleurs ou les patrons, les marchés de producteurs ou les [géants du commerce électronique](#), les petits pêcheurs ou les grands chalutiers.

Nous voyons également le FMI et la Banque mondiale utiliser leurs fonds d'urgence Covid-19 pour pousser les pays à mettre en œuvre des réformes favorables à l'agro-industrie. En [Ukraine](#), par exemple, une loi de privatisation des terres agricoles a été mise en œuvre malgré l'opposition d'une majorité d'Ukrainiens. Au cours des prochains mois, ce type de pressions va s'intensifier. [Des dizaines de pays](#) se dirigent vers des défauts de paiement, et ces dettes devront être négociées non seulement avec le FMI et les prêteurs bilatéraux, mais aussi avec les créanciers privés qui [ont déjà indiqué](#) qu'ils ne souhaitent même pas retarder le paiement de la dette et des intérêts pendant cette crise sanitaire. Une nouvelle vague d'ajustements structurels est en cours, qui va se concentrer essentiellement sur l'augmentation des investissements étrangers dans l'agro-industrie et des exportations de produits agricoles pour payer les « vautours ».

Cette fois, cependant, les gouvernements auront beaucoup de mal à imposer un nouveau cycle d'agro-impérialisme aux populations qui en ont déjà plus qu'assez et qui sont de plus en plus demandeuses des alternatives que les mouvements sociaux proposent depuis des décennies.

GRAIN, www.grain.org